



Sans surveillance ni protection, les travailleurs de Gaza souffrent du régime des permis

Description

Par Mohammed Zaanoun, le 25 août 2023

Chaque jour, des milliers de Palestiniens entrent en Israël en provenance de Gaza avec des permis qui ne couvrent pas les soins médicaux. En cas d'accident, ils n'ont nulle part où aller.



Riad al-Gul tient une photo de son frère, Ziad, dans un accident de travail en Israël. (Mohammed Zaanoun)

Lorsque Ziad al-Gul, résident de Gaza, a reçu son permis de travail israélien tant attendu en janvier 2023, ce fut l'un des moments les plus heureux de sa vie.

Al-Gul, 53 ans et père de six enfants, gagnait à peine sa vie en faisant du colportage, rapportant environ 10 dollars par jour et se débattant avec plus de 11 000 dollars de dettes. Des amis ont aidé à trouver un emploi dans une boulangerie à Majdal Shams, une ville située sur le plateau du Golan occupé, qui lui rapportait environ 250 NIS par jour et permettait à sa famille, frappée par la pauvreté, de se maintenir à flot. « Tout ce qu'il voulait, c'était rembourser ses dettes et

aider son fils, qui a des problèmes de santé », a déclaré son frère, Riad.

Au bout de deux mois, al-Gul a cherché un meilleur travail en Israël et a trouvé un emploi dans une usine de transformation de gumes près de la bande de Gaza. Lorsque l'usine a dû effectuer des travaux de maintenance, l'employeur a donné à l'ensemble du personnel deux jours de vacances pendant la durée des travaux. Mais comme al-Gul ne voulait pas perdre ne serait-ce qu'un seul jour de salaire, il a cherché du travail ailleurs pendant ces deux jours, et a trouvé un emploi dans une autre usine dont les membres de sa famille ne connaissent pas l'emplacement.

Ces deux jours ont coûté la vie à al-Gul. Dans l'après-midi du 3 mars, le ministère du travail de Gaza a informé sa famille de son décès.

« Le ministère nous a dit qu'un chariot élévateur avait accidentellement laissé tomber une lourde charge sur Al-Gul. Lorsque son corps a été renvoyé à Gaza, nous avons été stupéfaits de constater que tous les documents médicaux provenaient du Magen David Adom, ce qui signifie qu'il n'avait pas été hospitalisé et qu'il n'y avait pas eu d'autopsie », a déclaré Riad, en colère. Contrairement à l'explication du ministère, le rapport médical indiquait qu'Al-Gul était mort des suites d'un accident vasculaire cérébral survenu sur son lieu de travail, mais il ne précisait pas où se trouvait son lieu de travail et n'expliquait pas non plus les multiples signes de traumatisme physique sur son corps.



Un ouvrier palestinien travaille sur l'expansion de la colonie de Tzufim, près de la ville de Qalqilya en Cisjordanie, le 31 octobre 2012. (Nati Shohat/Flash90)

« C'est un non-sens absolu », a déclaré Riad. « Comment un accident vasculaire cérébral peut-il rendre son visage et son dos bleus et lui briser les côtes ? Il pense que ce rapport douteux a été rédigé pour des raisons inadéquates : « Ils ont dit cela afin d'exempter son employeur de son obligation d'assumer la responsabilité ou de payer des dommages et intérêts. La famille d'Al-Gul a engagé un avocat en Israël pour retrouver le propriétaire de l'entreprise et le poursuivre en justice, sans succès jusqu'à présent.

« C'était un homme aimable, tolérant et simple, qui a vécu et est mort dans le malheur », déclare Riad.

Selon Kav LaOved, une ONG israélienne de défense des droits des travailleurs, les travailleurs des territoires occupés ne bénéficient que de peu, voire d'aucune protection en Israël et leurs conditions de travail ne sont pas supervisées. Les travailleurs palestiniens, qui sont souvent employés dans des secteurs où le risque d'accident est élevé, comme la construction, n'ont aucune autorité à laquelle ils peuvent s'adresser, moins que leur employeur n'ait un permis de travail et ne leur verse un salaire régulier.

La plupart des travailleurs palestiniens entrent en Israël pour une période d'une semaine ou plus, afin d'éviter les problèmes avec les autorités qui gardent les points de contrôle et qui rejettent parfois leur permis de sortie sans avertissement. Israël ferme les yeux sur le fait que les

permis ne permettent généralement pas de passer la nuit à l'intérieur de la Ligne verte ; les travailleurs s'ajournent généralement dans des communautés palestiniennes en Israël et en Cisjordanie occupée, avec plusieurs résidents par appartement, tous essayant de rester discrets. Ils apportent des vêtements, des serviettes et des produits d'hygiène lorsqu'ils entrent en Israël ; sur le chemin du retour à Gaza, ils se débarrassent parfois de ces articles afin de pouvoir rapporter d'autres choses acquises à l'intérieur qui sont plus importantes pour eux à savoir : il s'agit de nourriture, de jouets ou de nouveaux vêtements.



Des travailleurs palestiniens au point de passage d'Erez à Beit Hanoun dans le nord de la bande de Gaza, attendant d'entrer en Israël pour travailler, le 13 mars 2022. (Attia Muhammed/Flash90)

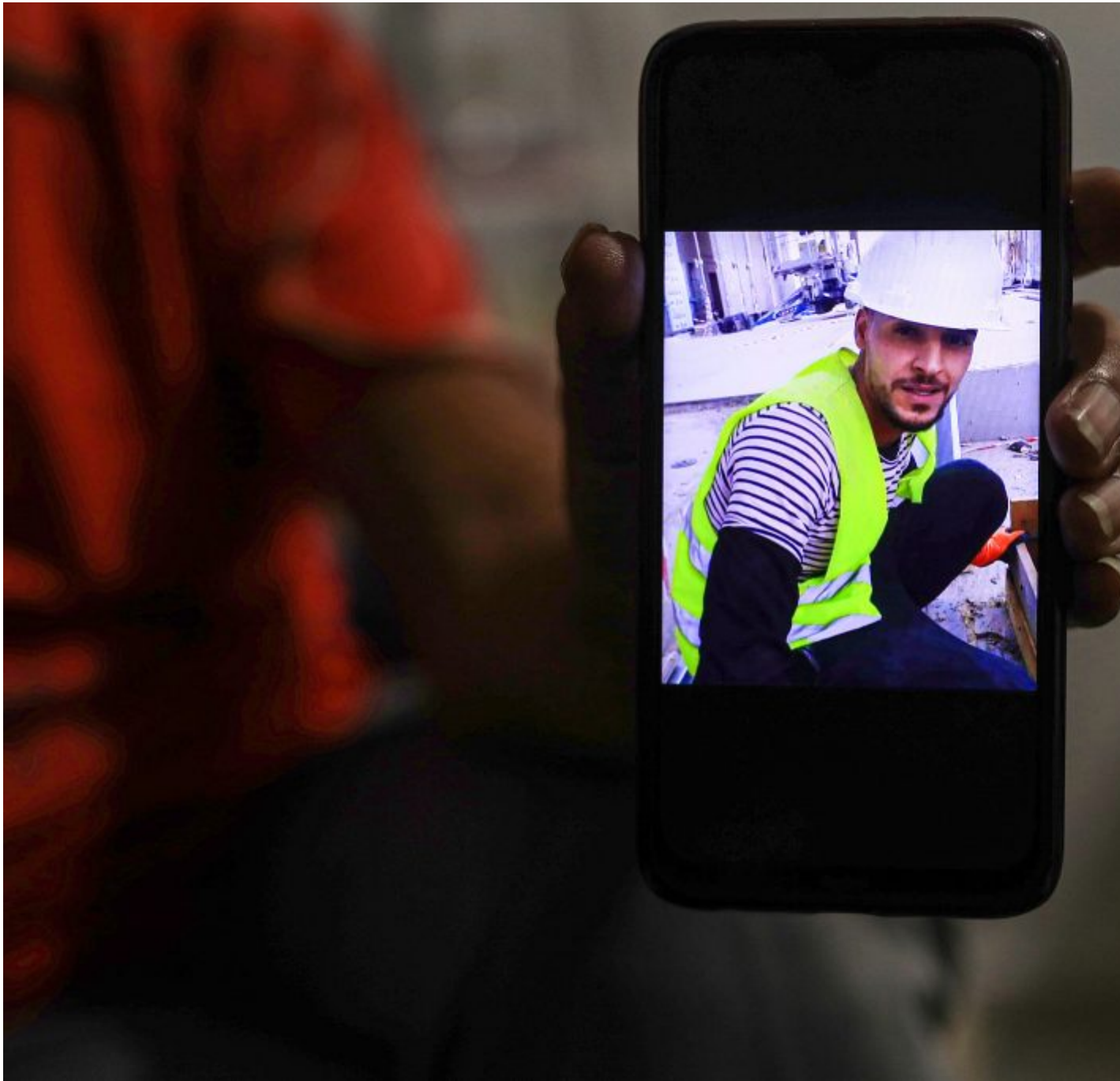
Kav LaOved est au courant des plaintes de nombreux employeurs qui exploitent les vulnérabilités des travailleurs et le manque de surveillance afin de retarder le versement des salaires ou d'éviter de les payer. Dans la ville d'Ashkelon, au sud du pays, un « marché aux esclaves » palestinien a vu le jour, fréquenté par des chefs d'entreprise qui y cherchent des travailleurs journaliers. La plupart de ces patrons renvoient les travailleurs à Ashkelon, où les Palestiniens se rendent à pied au point de passage d'Erez pour rentrer à Gaza à un trajet de plus de six miles afin d'économiser sur les frais de voyage.

Lorsqu'Israël a recommencé à délivrer des permis de travail aux Palestiniens de Gaza à la fin de l'année 2021, après une interdiction de 15 ans, le groupe de défense des droits juridiques Gisha, qui défend la liberté de circulation des Palestiniens dans la bande de Gaza, a publié un rapport sur les défaillances du système de permis et sur la façon dont il expose les travailleurs palestiniens à des abus et à la violation de leurs droits de l'homme et de leurs droits en matière de travail. Le document note également que plus de 100 000 résidents de Gaza ont initialement soumis des demandes lorsqu'Israël a recommencé à accorder des permis de travail.

Il y a un an, Gisha et Kav LaOved ont demandé conjointement au coordinateur des activités gouvernementales dans les territoires (COGAT), l'organe militaire qui supervise les affaires civiles dans les territoires occupés, de clarifier les conditions d'emploi pour les Palestiniens de la bande de Gaza. Ils n'ont pas encore reçu de réponse.

« Je ne comprends toujours pas pourquoi ils ont tué mon fils »

Mahmoud Aram, 27 ans, ouvrier du bâtiment à Khan Younis, dans le nord de la bande de Gaza, a eu la tête endommagée à la suite d'un accident de travail survenu en 2019. Les soins médicaux dont il avait besoin n'étaient pas disponibles à Gaza, il a été orienté vers un traitement à Jérusalem.



Mahmoud Aram. (Mohammed Zaanoun)

Les conditions de vie difficiles dans la bande de Gaza ont incité Aram à rester en Cisjordanie après son traitement, et il a fini par trouver du travail à Jéricho. Quelques mois plus tard, il travaillait frôlement en Israël. « Il me disait toujours qu'il voulait retourner à Gaza et se marier », raconte Sami, le père d'Aram. « Mais les conditions de vie ici ne le lui permettaient pas.

Le 8 mai 2022, Aram se trouvait dans la ville de Tulkarem, en Cisjordanie, pour se rendre à son travail. Selon le Centre Al Mezan pour les droits de l'homme, basé à Gaza, des soldats israéliens lui ont tiré dessus vers 2 heures du matin au poste de contrôle de Jabara, au sud de Tulkarem.

« Je l'ai appelé plusieurs fois à 2 h 30 du matin, mais il n'a pas répondu », a déclaré Sami, la voix ébranlée par les larmes. « Alors que je me rendais à la plage, j'ai reçu un appel de son ami, qui m'a dit que Mahmoud avait été tué. Je ne l'ai pas cru. Je me suis précipité à la maison, mais nous n'avons appris les détails que par les médias ».

Israël ayant conservé le corps d'Aram, Al Mezan a représenté la famille devant les tribunaux israéliens et a aussi fait libérer sa dépouille au bout de trois jours. « Je ne comprends toujours pas pourquoi ils ont tué mon fils », a déclaré Sami. « C'était un citoyen pauvre qui travaillait pour gagner sa vie.

Selon Sami al-Amasi, directeur de la Fédération générale palestinienne des syndicats, environ 18 000 Palestiniens de Gaza travaillent en Israël, et 13 d'entre eux sont morts dans des accidents du travail au cours de la seule année écoulée. Environ 16 000 d'entre eux sont titulaires d'un permis économique, qui ne couvre pas les accidents ou les décès liés au travail.

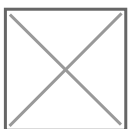
« Ces travailleurs ne peuvent pas poursuivre les entreprises israéliennes pour violation de leurs droits en raison du [type de] permis dont ils disposent », a déclaré M. al-Amasi. « Un pourcentage élevé d'employeurs israéliens refusent de payer les soins médicaux dans les hôpitaux israéliens pour les employés de Gaza ; n'ayant pas d'autre choix, ils sont obligés de retourner à Gaza pour se faire soigner », a-t-il poursuivi. Bien que de nombreux travailleurs de Gaza soient victimes d'accidents du travail, ces incidents ne sont pas enregistrés par le ministère du travail de Gaza ou par les syndicats.

« Ils ne veulent pas documenter les blessures parce qu'ils ont peur de compromettre leur permis de travail », a déclaré M. al-Amasi. « Ils doivent travailler en Israël, car le salaire journalier à Gaza est de 10 dollars et le taux de chômage est très élevé ».

Lorsque Khaled, qui est diabétique et souffre de problèmes cardiaques, a reçu son permis de travail, il a cru que sa situation financière intolérable allait s'améliorer. Il tenait un chariot de légumes à Gaza, qui lui rapportait entre 5 et 10 dollars par jour, ce qui rendait difficile la survie de sa famille.

Père de huit enfants, Khaled est parti travailler en Israël en mars 2023, mais après seulement 12 jours, son espoir est transformé en désespoir lorsqu'il a été victime d'un accident de travail qui lui a causé une fracture de la hanche.

« Nous déplorons des caisses de légumes », se souvient Khaled. « Alors que je portais une lourde caisse, je suis tombé par terre et ma hanche est brisée. Je ne pouvais plus bouger. Mon employeur est moqué de moi, me disant d'arrêter de faire l'idiot, de me lever et de continuer à travailler ». Au bout d'un certain temps, son employeur l'a conduit près de son domicile plutôt qu'à l'hôpital.



Travailleurs palestiniens dans la colonie de Kfar Eldad, en Cisjordanie occupée, le 20 janvier 2014. (Miriam Alster/FLASH90)

« Il a refusé de m'emmener dans ma chambre au deuxième étage ; j'ai hurlé de douleur pendant une heure jusqu'à ce que deux autres travailleurs arrivent et me portent à l'étage », a déclaré Khaled. « Mon employeur a refusé de m'emmener à l'hôpital pour me faire soigner et m'a dit que mon permis ne couvrait pas les soins médicaux.

Khaled a passé les deux jours suivants à agoniser, ne recevant que des analgésiques. Un autre travailleur de Gaza a ensuite ramené dans la bande, où les médecins lui ont dit qu'il devait soit retourner en Israël pour y être soigné, soit rester allongé sur le dos pendant 60 jours sans bouger, afin de permettre à son corps de guérir.

« Je n'ai pas pu obtenir de référence », a déclaré Khaled, allongé sur un lit en bois dans son humble maison. « J'avais besoin de nourriture coûteuse, comme du bœuf, du poulet et des légumes, ainsi que de médicaments qui coûtent 120 dollars par mois. J'ai appelé mon employeur et je lui ai parlé de ma situation difficile, mais il ne m'a pas envoyé un seul shekel. Bien que Khaled se rétablisse lentement, il ne peut toujours pas travailler.

« Pourquoi n'ai-je pas poursuivi mon employeur en justice ? Parce que mon permis ne couvre pas les accidents du travail et que j'ai peur de le perdre », explique Khaled. « Quand j'irai mieux, j'y retournerai, même avec le même permis, parce que j'ai une dette de 5 500 dollars à payer.

Mohammed Zaanoun est un photojournaliste basé à Gaza.

Source : [+972 Magazine](#)

Traduction AS pour l'Agence Média Palestine

Tags

1. Gaza
2. mohammed zaanoun
3. travail
4. travailleurs

date créée

2023/08/30